

Réunion du lundi 19 juin 2023

des neuf organisations de retraité.es.

Compte-rendu INTERNE à Solidaires.

La réunion s'est tenue le lundi 19 juin 2023, de 14 h à 16 h, dans les locaux de FO. Toutes les organisations étaient présentes, sauf la CFE-CGC, excusée.

Ordre du jour : au lendemain de la journée de mobilisation des retraité.es du 15 juin, bilan des mobilisations contre la réforme des retraites et de la journée du 15 juin. Perspectives de nouvelles mobilisations. À la demande de Solidaires, un point d'information a été ajouté sur l'avancée du dossier ASH (Aide Sociale à l'Hébergement).

I - Les mobilisations en cours et les suites.

FO, organisation invitante, commence le tour de table sur le bilan du 15 juin. Selon leurs informations, il y a eu des initiatives dans au moins 70 départements. À chaque fois, il y avait peu de monde. Les formes retenues par les équipes dans les départements ont été très diverses : rassemblements, ou manifestations, en ciblant plutôt les médias locaux, les préfetures, le MEDEF, les permanences de députés, les ARS, etc. Il y a la volonté « de remettre ça » si rien ne bouge d'ici là, ce qui semble bien être le cas.

La CGT estime que l'initiative a été réussie. Elle compte, à ce jour, 80 initiatives locales, avec différents objectifs ciblés (presse locale, députés, Medef, etc.). Sur Paris, nous étions plus de 200 personnes devant l'immeuble de France Télévisions. Cette journée a répondu aux attentes des équipes dans les départements. C'était le moment d'exprimer nos propres revendications, particulièrement sur le pouvoir d'achat, dans un contexte de très forte inflation. Désormais, cette journée peut être un tremplin pour des suites. La CGT propose de soumettre à la signature une nouvelle carte-pétition sur nos revendications, particulièrement sur le pouvoir d'achat. Ceci se fera en tenant compte du contexte de la dernière déclaration commune unitaire des confédérations. L'unité syndicale reste porteuse et permet de ne pas tourner la page.

La CGT ajoute que le 21 septembre, ce sera la journée mondiale pour la paix. Le contexte, c'est aussi le budget militaire qui atteint des sommets, et les menaces sur l'AGIRC et l'ARRCO. Le G9 doit proposer quelque chose. Cet été, les risques de canicule vont encore interroger les gens et les faire réfléchir à notre environnement. Le 15 juin, sur Paris, il y avait des journalistes, et des images ont pu passer « en direct » pendant plusieurs minutes.

Marylène Cahouet, de la FSU, confirme que le 15 juin répondait bien à une attente des camarades. Elle a recensé environ 75 initiatives, dont la Guadeloupe et la Martinique. Les rassemblements étaient généralement modestes. Dans quelques départements, l'UNSA a rejoint nos initiatives, et la CFDT dans deux départements, sur la base de notre plateforme du G9. Les modalités retenues ont été très diverses. Parfois, les équipes ont demandé une audience. Parfois, la cible a été la CARSAT. Il nous faut maintenant annoncer rapidement qu'il y aura des suites ; cette décision doit être prise aujourd'hui. Par ailleurs, des remboursements vont être opérés dans le dentaire avec un appel accru aux complémentaires.

Jacques Lecoffre, de la FSU, ajoute que cette journée témoigne encore de la vitalité des équipes dans les départements, qui savent désormais s'organiser pour mettre en place quelque chose. Les revendications salariales sont fortes, et nos exigences quant à la revalorisation des pensions doivent être liées. Les débats lors du PLFSS 2024 devront être suivis et il faudra se mobiliser. Ce qui se passe dans des départements avec les demandes d'équipes de la CFDT et de l'UNSA de rejoindre les cortèges et les initiatives du G9 doit nous interroger : il y a une possibilité d'élargir le G9.

Gérard Gourguechon, pour l'UNIRS Solidaires, demande que le point soit fait à la fin de notre réunion quant à l'avancée du dossier « ASH » du G9. Sur la journée du 15 juin, ça répondait effectivement à une attente, et nous avons demandé à plusieurs reprises, au plus fort des mobilisations contre la réforme des retraites que le G9 continue de rendre visibles les revendications des personnes retraitées, sans nuire en rien aux autres mobilisations larges. IL semble qu'au moins 75 % des départements ont fait quelque chose, parfois même avec plusieurs initiatives dans un même département. Nous avons eu quelques remontées : 04, 13, 29, 33, 34, 44, 51, 59, 73, 80, 85, etc. Le G9 n'avait pas visé « large », et c'est ce qui s'est passé. À Paris, le lieu du rassemblement était tout de même « au bout de tout », et exposé en plein soleil. L'UNIRS a tenu un C.A. la semaine dernière : les camarades souhaitent que le G9 annonce dès maintenant qu'il y aura quelque chose « à la rentrée », et qu'il s'agisse cette fois de manifestations, en précisant qu'il nous faut trouver partout des parcours qui en valent la peine (sur Paris, il faut éviter de retourner dans le quartier du ministère de la Santé). Il nous faut porter nos revendications sur l'augmentation des pensions et, en même temps, sur un autre partage des richesses. Il faut rappeler que, pendant l'inflation, il y en a qui s'enrichissent. L'inflation n'est pas alimentée par la hausse des salaires mais par l'augmentation des marges, c'est-à-dire des bénéficiaires. Le G9 doit porter des revendications sur les questions de logement (le prix des loyers, l'augmentation des charges, la suppression de la taxe d'habitation mais la très forte augmentation du foncier bâti, etc.). Et les questions de santé et d'accès aux soins restent vitales (déserts médicaux, coûts élevés, etc.). Nous devons placer nos initiatives dans le cadre du dernier communiqué de l'intersyndicale nationale du 15 juin, qui montre que l'unité continue, ce qui est positif, et sur un champ revendicatif qui veut s'ouvrir à d'autres thèmes. Nous aurons encore une fois à dire que, de l'argent il y en a : nous avons vu le gouvernement pinailler pour éventuellement 10 milliards d'euros qui manqueraient pour les retraites et décider d'allouer « en même temps » plus de 400 milliards d'euros pour la Défense, c'est-à-dire pour les industriels de l'armement, pour les dividendes de leurs actionnaires. Le PLFSS 2024 devra être aussi un objectif de mobilisation pour le G9. Il faudrait donc que, dans les prochains jours, sorte un communiqué du G9 faisant le bilan du 15, rappelant que nous ne lâchons rien, qu'il y a urgence à augmenter les pensions, et que nous annoncerons une journée de manifestation pour fin septembre, début octobre. En ce qui concerne l'élargissement éventuel du G9, l'UNIRS estime que, dans les départements, les équipes « du G9 » semblent bien gérer l'affaire, en disant aux postulants de l'UNSA et/ou de la CFDT qu'ils peuvent nous rejoindre sur la base de la plate-forme du G9. Quant au niveau national, nous n'avons qu'à attendre une éventuelle demande de ces organisations, et ce serait aussi sur la base de notre plateforme commune, là où nous en sommes aujourd'hui, après une dizaine d'années de travail en commun.

Laurence Naudin, de la CFTC, a noté que la presse locale a souvent fait état des initiatives locales du 15 juin. Aujourd'hui, il faudrait que nous annoncions dès maintenant qu'il y aura quelque chose début octobre. Il nous faut lier notre demande d'augmentation des pensions à une augmentation des salaires. En Belgique, les salaires suivent automatiquement l'inflation, et la Belgique n'est pas pour autant dans une situation plus fragile que la France ! Dans l'actualité, il y a toujours la question de la maltraitance des personnes âgées,

sujet de nouveau abordé par les « États généraux de la bienveillance ». En ce qui concerne le dossier ASH, la CFTC a déjà repris une partie du dossier pour le publier dans le journal national des retraités. Laurence ajoute par ailleurs que les rumeurs les plus fantaisistes circulent quant au prochain remaniement ministériel.

Annie Dromer, pour Ensemble & Solidaires – UNRPA, signale qu'avec son organisation elle a peu de centralisation d'informations. Dans l'Yonne, il y a eu un rassemblement devant le siège de FR3. Parmi les dossiers revendicatifs qui doivent être portés par le G9, il y a tout ce qui touche à la santé et à l'hôpital public. Dans le département de l'Yonne, il y a un comité de défense de l'hôpital public qui est assez actif. Il faudrait que notre pétition soit aussi en ligne. La question du logement, mise en avant par Solidaires, est effectivement une question qu'il nous faut mieux prendre en charge. De nouvelles « aides au logement » vont être décidées ; à voir comment elles vont plutôt favoriser les banques ou d'autres intermédiaires et acteurs du secteur.

Jacques Brillet, pour la FGR-FP, souligne que les retraités étaient encore bien présents dans les fortes manifestations du 6 juin. L'action d'une intersyndicale a encore montré ses vertus le 15 juin. Les camarades étaient soulagés et contents de cette proposition d'action du G9. Il est important de montrer que notre intersyndicale perdure. Nous pouvons réfléchir à l'élargissement du G9. Dans le Morbihan, chez les retraités, il y a des tensions entre la CFDT et l'UNSA. La rentrée sociale va être dure. Le gouvernement annonce 413 milliards d'euros pour les entreprises d'armement. Ceci s'inscrit totalement dans la politique de Macron, où tout va vers les entreprises et pour conforter le droit de propriété. C'est ce qui est fait avec la loi anti-squat : il s'agit de faciliter une reprise en main par le propriétaire, au besoin en allant contre les besoins vitaux des personnes. Pour l'assurance-maladie, les transferts se poursuivent vers les complémentaires, avec les conséquences habituelles en matière de coût, d'inégalités, et de fragilités notamment pour les personnes âgées. Dans le même temps, le gouvernement refuse de réduire les déserts médicaux en refusant de mettre en cause la liberté d'installation des libéraux. Partout, le marché triomphe ! Dans le Morbihan, il vient d'y avoir une décision unilatérale des médecins d'augmenter leurs tarifs. Le marché est souverain, et nous le voyons aussi avec l'inflation, où la liberté de fixation des prix est notamment le pendant de l'augmentation des profits « pendant la crise ». Les déclarations du gouvernement sont de plus en plus dures et l'autoritarisme du régime s'affiche de plus en plus. L'agenda du gouvernement est chargé, et son passage en force sur la réforme des retraites lui ouvre de nouvelles perspectives. La dégradation continue des services publics, dont dans le secteur de la santé, marque une dégradation des conditions de vie au quotidien de nombreuses personnes. Des gens, en France, ne mangent pas à leur faim. Il nous faut être présents sur tous ces sujets et le G9 doit s'exprimer et donner des dates d'action rapidement. En ce qui concerne la revalorisation des pensions, il faut que nous proposons des actions qui mobilisent largement, au-delà de ce que nous faisons habituellement. Face au rejet par le gouvernement de la proposition de loi contre les déserts médicaux, nous pourrions inviter les équipes dans les départements à recenser les difficultés rencontrées par les gens en délais d'attente pour avoir un rendez-vous médical : ce sont des situations qui rendent plus difficile la vie des personnes au quotidien. Jacques estime que le gouvernement est dans une stratégie de mise à l'écart d'une partie de la population, un peu comme les stratégies de relégation employées en Nouvelle-Calédonie. Il faudra mettre en avant la responsabilité des gouvernements s'il y a des décès à cause de la canicule.

Ghislaine Coinaud, pour LSR, signale qu'elle a eu peu de remontées sur la journée du 15 juin. Elle rappelle que les retraités ont été bien présents pendant toutes les manifestations contre la réforme des retraites. Le tract du G9 sur la perte du pouvoir d'achat a été bien reçu par les adhérents. Il faut que le G9 s'exprime avant l'été. La question du déremboursement dans le dentaire est abordée par les personnes qui nous contactent. Nous devons affirmer notre volonté d'être présents sur différents sujets dès la rentrée de septembre.

Jean-Pierre Lalbat, de la CGT, synthétise en disant qu'il nous faut faire dans les deux / trois jours un communiqué de presse bref revenant sur ce que nous avons fait le 15 juin, reprenant nos revendications, et indiquant que nous serons dans l'action dès la rentrée. Il ajoute que les problèmes d'accès aux soins se

rencontrent aussi dans certains quartiers de Paris et en banlieue. La Confédération Européenne des Syndicats va probablement initier une journée d'action au niveau européen « à la rentrée ». Il nous faut faire un communiqué offensif dès cette semaine. La canicule va avoir des conséquences dans les prises de conscience et peut-être encore dans des morts de personnes âgées. Les Jeux Olympiques sont déjà l'occasion de déplacements de personnes et de populations pour « libérer » des quartiers. En septembre, il est probable que « ça va péter » dans les CARSAT. Sur Paris, il arrive aussi que quelques drapeaux de l'UNSA se mettent à la fin de notre cortège ; c'est notre plateforme qui est notre repère. Pour le moment, tout ceci est très ponctuel.

Paul Barbier, de FO, résume le communiqué de l'intersyndicale nationale du 15 juin : « nous avons perdu une bataille, mais nous n'avons pas perdu la guerre ». D'autres champs revendicatifs s'ouvrent à l'intersyndicale. Dès le 1^{er} septembre, de nombreuses CARSAT vont rencontrer de fortes difficultés de fonctionnement. Dans notre expression, nous devons nous concentrer sur quelques points : ce que nous avons fait le 15 juin, notre priorité c'est l'augmentation des pensions, nous n'avons pas tourné la page, nous donnons rendez-vous en septembre. Pendant l'été, effectivement, ce pourrait être le moment de la signature de la pétition. L'unité d'action, c'est l'unité sur les revendications. Quant à l'élargissement du G9, il est inutile de se poser des questions alors qu'aucune question ne nous est posée nationalement et que, dans les départements, les camarades gèrent bien la chose.

Marylène Cahouet, pour la FSU, se déclare d'accord avec Solidaires en ce qui concerne nos rapports avec la CFDT et l'UNSA : c'est à eux de nous contacter, s'ils le veulent. Et elle rappelle que très généralement les représentantes et représentants de l'UNSA et de la CFDT au HCFEA (Haut Conseil de la Famille, de l'Enfance et de l'Âge) ne soutiennent pas les demandes et propositions que nous y formulons au nom du G9, voire s'y opposent. Elle ajoute qu'avec le recul de l'âge de départ en retraite, des personnes qui devaient partir en retraite le 1^{er} septembre, et dont le poste a déjà été « libéré » ou supprimé, vont rester trois mois de plus, tout en ayant perdu le poste sur lequel elles étaient ! La loi anti-squat va aussi être un outil contre les libertés syndicales dans les cas d'occupation par des grévistes de leur lieu de travail par exemple, ou d'occupation d'un bureau d'une direction, etc. En ce qui concerne la pétition, ce serait bien qu'elle circule dès cet été en la lançant dès fin juin. Le recensement des déserts médicaux, ce serait un travail utile, mais ça représente un gros travail pour les seules 9 organisations de retraités.es. Elle informe d'une proposition de retraités.es espagnols pour une rencontre les 20 et 21 juillet.

Didier Hotte, de FO, fait état de son accord avec les propositions qui résultent de nos échanges. Il faut dire que nous continuons la bagarre. Quant au travail proposé sur les déserts médicaux, il précise que ceci ne concerne pas seulement les personnes retraitées, et qu'il faudrait, au moins, faire quelque chose en coordination avec l'intersyndicale santé, comme nous avons déjà commencé à le faire il y a quelques années. En ce qui concerne les relations avec la CFDT et l'UNSA, il est inutile de se casser la tête avec une question qui ne nous a pas été posée.

Paul Barbier (FO) signale que nous pourrions nous exprimer sur les problèmes d'accès aux soins des personnes, dont les personnes retraitées, lors des débats sur le PLFSS 2024. Il résume ce que nous avons à faire : rapidement, le relevé de décisions de notre réunion (par FO) + un communiqué de presse faisant le bilan du 15 juin et indiquant qu'il y aura des actions à la rentrée sur nos revendications (FO va faire une proposition) + une pétition (la CGT va faire une proposition). Et il faut se revoir début septembre.

S'ensuivent quelques échanges : on peut demander une augmentation en pourcentage pour tout le monde, qui serait un acompte sur la totalité de ce qui nous est dû. Par exemple, 10 % pour tout le monde, tout de suite, en acompte de ce que nous exigeons, le rattrapage des pertes accumulées depuis 2014 et les conséquences de la forte inflation actuelle. Le tract sur le pouvoir d'achat pour le 15 juin était très bien fait et était global. Et rappeler que nous exigeons qu'aucune pension ne soit inférieure au SMIC. Il faut annoncer dès maintenant qu'il y aura quelque chose à la rentrée.

II – Point sur le dossier ASH.

Gérard Gourguechon, pour l'UNIRS Solidaires, rappelle que Solidaires a engagé un travail sur l'ASH sous l'impulsion de camarades dans quelques départements. Ce qui a conduit le C.A. de l'UNIRS à travailler sur cette question et à monter un « dossier », après plusieurs échanges internes. Ensuite, nous avons pensé proposer notre travail au G9 avec l'idée que ceci pourrait ainsi être avancé notamment au HCFEA et dans les CDCA. Et qu'ainsi aussi nous pourrions mieux concrétiser les revendications communes que nous avons au G9 du « 100 % sécu », de la fin de tout « restes à charge » (qui sont très généralement des conséquences du poids des frais d'hébergement dans les EHPAD) et de la demande de création d'un grand service public de l'aide à l'autonomie, à domicile et en établissement.

Marylène Cahouet, pour la GSU, indique qu'en Corrèze, une association gérant un EHPAD est en liquidation et le département se propose pour transformer ceci en service public. C'est un problème si les pouvoirs publics laissent « le marché » gérer ce secteur et viennent ensuite sauver ce qui reste, avec l'argent des contribuables, avant éventuellement de reprivatiser une fois que l'équilibre est retrouvé. L'inaction de nombre de CDCA est un scandale. Il faut que, sur l'ASH, nous puissions travailler avec le HCFEA, c'est pourquoi il serait bien de pouvoir finaliser le travail fait par Solidaires. Un travail va être engagé sur l'APA et sur la grille AGGIR.

Laurence Naudin, de la CFTC, ajoute que les faillites des associations résultent parfois d'une augmentation des tarifs horaires (à 23 euros) alors que les départements n'ont pas alloué les moyens financiers.

Paul Barbier (FO) note que la situation difficile des associations dans ce secteur est très fréquente. Nous pourrions envoyer un courrier du G9 aux acteurs de ce secteur syndicats du secteur, directeurs d'établissements, départements, etc.).

La CGT et FO s'engagent à envoyer dans les quinze jours leurs remarques et propositions à Solidaires.

**Prochaine réunion : le mercredi 13 septembre 2023, à 9h30,
dans les nouveaux locaux de la FSU, à Bagnolet (M° Galliéni).**